Pour tenter de calmer la mobilisation, le gouvernement manœuvre et lâche des miettes Préparons la grève massive le 5 novembre !

Montreuil, le 27 octobre 2026

Compte-rendu de la visio intersyndicale avec le ministère le 26 octobre

Confronté à une mobilisation historique qui, depuis un mois, n'a fait que s'amplifier, le gouvernement a fait

des annonces ce lundi 26 octobre pour tenter de calmer la colère de la jeunesse et des personnels. La FNEC FP-FO a fait le constat que :

- le gouvernement manœuvre pour une sortie de crise à moindres frais, c'est-à-dire sans remettre en cause son budget d'austérité qui prévoit des dizaines de milliards de coupes dans les dépenses publiques, et sans remettre en cause les réformes qui ont délabré l'École publique depuis dix ans.
- la majorité des annonces est prévue pour 2028, quand le gouvernement sera parti…
- il continue de mépriser les organisations syndicales : nous ne sommes ni des « influenceurs », ni les extincteurs d'une crise dont seul le gouvernement est responsable. Celui-ci voudrait nous instrumentaliser à travers des groupes de travail, des discussions sans fin pour éteindre l'incendie. Pour la FNEC FP-FO il n'en est pas question. C'est au gouvernement de prendre de vraies mesures maintenant !

Parcoursup : quelques retouches, l'abrogation ce n'est pas pour tout de suite !

Plus de transparence sur les critères d'examen des vœux, la publication de données, sur l'explication des refus, un travail sur le droit à l'erreur et la réorientation. L'accompagnement à l'orientation commencerait dès la seconde, avec des journées d'immersion dans le supérieur pour les élèves de première et de terminale lorsque cela est possible. Une « simplification » est envisagée pour la campagne 2028. Des groupes de travail examineront notamment le contrôle continu.

Annulation des 836 suppressions de postes dans le second degré…

… Alors que nous voulons l'annulation de toutes les suppressions prévues au PLF, soit 1 588 et la création des postes à hauteur des besoins. Faut-il rappeler que 4 000 postes ont été supprimés à la rentrée 2026, dont 1 368 dans le second degré ?

Places dans l'Enseignement supérieur

Le ministère annonce 10 000 places supplémentaires en BTS à la rentrée 2027, 4 000 places en BUT sur deux années et de 1 000 places pour accompagner la nouvelle licence portail santé. Des créations de postes d'enseignants sont évoquées pour 2027 et 2028... sans que cela soit chiffré. Pour rappel, plus de 120 000 jeunes n'ont pas eu accès à la filière de leur choix en 2026.

Effectifs des classes

Plafonnement à 28 élèves des secondes générales et technologiques dans les lycées les moins favorisés à la rentrée 2027. Extension aux autres lycées en 2028. Des réductions d'effectifs en groupes de première et terminale seraient recherchées « lorsque cela est possible ». Le PLF 2027 prévoirait 500 postes supplémentaires pour cette mesure.

Remplacement des professeurs

Le ministère annonce 920 autorisations de recrutement de contractuels depuis le 15 octobre, avec des recrutements en cours, ainsi que des heures supplémentaires et des moyens liés au PACTE.

Emplois du temps et contrôle continu

Objectif d'une heure de pause méridienne pour tous les lycéens dès la rentrée 2027. Un groupe de travail réexaminera le contrôle continu, la prise en compte des notes de première et l'organisation de certains enseignements, notamment scientifiques. La question de la réforme du lycée est totalement évacuée…

« Santé mentale »

Aux 300 créations d'emplois initialement prévues en 2027 pour les psychologues de l'Éducation nationale, infirmiers et assistants de service social s'ajouteraient 200 recrutements, soit 500 nouveaux postes annoncés. On est là aussi très loin du compte : il manque aujourd'hui 3 361 postes d'AS et 16 000 postes d'infirmières.

Bâtiments scolaires

Mobilisation annoncée d'une enveloppe de 4 milliards d'euros de prêts EduRénov d'ici 2030 pour les collectivités, et du Fonds vert pour accompagner 500 lycées sur le confort thermique d'été. Un projet de loi viserait à accélérer la remise en état des établissements récemment endommagés.

« Revalorisation des carrières »

Le ministère annonce des discussions à venir sur la revalorisation des milieux de carrière des enseignants… Mais quelle traduction dans le budget 2027 ? Tout ce que l'on sait, c'est qu'il maintient le gel du point d'indice pour tous les fonctionnaires, c'est-à-dire de nouvelles pertes de pouvoir d'achat.

En conclusion :

Le gouvernement ne prend pas beaucoup d'engagements, puisque, dans six mois, il n'est plus là... Une réforme de Parcoursup en 2028 ? Les lycéens de Terminale apprécieront… Quant aux groupes de travail annoncés, pourquoi faire, si ce n'est tenter de manœuvrer pour éviter de répondre aux revendications. Le chaos que vivent les personnels et les élèves dans les établissements a assez duré. Élèves et personnels ne cessent de faire remonter les revendications légitimes depuis trop longtemps. Il faut y répondre maintenant !

Nous voulons les postes à hauteur des besoins dans ce budget !

La rénovation du bâti scolaire dans ce budget ! Et pas en 2028 ou 2030 !

Une loi pour abroger Parcoursup et la réforme Blanquer du lycée dès cette année !

L'augmentation du point d'indice : +10 % tout de suite ! Un statut pour les AESH avec un vrai salaire !

Les lycéens et les étudiants appellent à la poursuite de la mobilisation, en particulier le 5 novembre, pour rejoindre la grève interprofessionnelle appelée par toutes les confédérations. C'est précisément ce que craint le gouvernement… et c'est pour cela qu'il cherche à manœuvrer.

Dès maintenant, organisons la grève massive le 5 novembre et après :

mettons l'Éducation nationale à l'arrêt !